



## LES NOUVELLES ÉCONOMIQUES

### D'EUROPE CENTRALE ET BALTE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE VARSOVIE

N° 5 – Mai 2023

#### Faits saillants

- ❖ La Hongrie et la Lituanie en récession technique
- ❖ Pologne : le coût des promesses électorales
- ❖ Tchéquie : des réformes pour rétablir les finances publiques
- ❖ Slovaquie : un gouvernement « d'experts »

#### LE CHIFFRE À RETENIR

52,4%

La part des prêts en euros accordés aux entreprises tchèques au premier trimestre 2023

#### Dossier du mois : Prévisions économiques de printemps de la Commission européenne - les perspectives s'améliorent mais les défis persistent

La Commission européenne a présenté le 15 mai 2023 ses dernières prévisions pour l'Union européenne. Par rapport à ses prévisions de novembre dernier, la Commission estime que la croissance en 2023 dans l'UE devrait être légèrement plus forte. Cependant, l'inflation devrait, elle aussi, se maintenir à un niveau plus haut. Dans ce contexte, la croissance des pays d'Europe centrale et balte devrait être relativement plus faible et l'inflation plus forte que la moyenne de l'UE. Les pays du groupe de Visegrad devraient connaître en 2023 une inflation à deux chiffres tandis que les pays baltes en seraient très proches. Ces derniers connaissent des taux de chômage proches de la moyenne de l'UE alors que la Tchéquie, la Pologne, la Hongrie et dans une moindre mesure la Slovaquie, devraient maintenir leurs taux de chômage parmi les plus bas de l'UE, proches de 3%. Enfin, tous les pays de la région devraient connaître des déficits publics en 2023 mais dont l'ampleur varie selon le pays retenu, allant de -1,7% en Lituanie à -5% en Pologne.

# Pologne

## Croissance légèrement négative (-0,2% en g.a.) au 1<sup>er</sup> trimestre

D'après les estimations préliminaires du bureau des statistiques GUS, la croissance au 1<sup>er</sup> trimestre aurait été négative de -0,2% par rapport au T1 2022, soit un peu mieux qu'anticipé par les observateurs. Cette performance est d'autant moins mauvaise que, corrigé des variations saisonnières, le PIB trimestriel aurait marqué une hausse de 3,9% par rapport au T4 2022, après une hausse de 2,3% entre T3 et T4 2022. A ce stade, les différentes composantes de l'évolution du PIB ne sont pas connues, les données détaillées devant être publiées le 31 mai.

## Quel coût pour les promesses électorales ?

Dans la perspective des élections législatives d'automne, les principaux partis multiplient des promesses qui pourraient être coûteuses pour les finances publiques. Le parti au pouvoir (PiS) a promis de relever de 60%, à partir de janvier 2024, la prestation parentale pour enfant « 500+ » (120 EUR au cours d'avril 2016 lors de sa création) en la faisant passer à 800 PLN (170 EUR au cours actuel) mensuels par enfant, de supprimer les péages pour les véhicules légers sur les autoroutes publiques et d'assurer la gratuité des médicaments pour les jeunes (<18 ans) et les seniors (>65 ans). Le coût de ces mesures est évalué à 27,5 Md PLN (6 Md EUR), soit 0,95% du PIB. Le principal parti de l'opposition libérale PO a surenchéri, en proposant que le relèvement de la prestation « 500+ » soit effectif dès le 1<sup>er</sup> juin 2023, que le seuil de non-imposition sur les revenus annuels des personnes physiques (IR) soit doublé (à 60 000 PLN, 13 000 EUR), et qu'une prestation spéciale pour les familles avec jeunes enfants (0-3 ans) soit instaurée à concurrence de 1 500 PLN/mois (330 EUR). Le coût de ces mesures est évalué à 65 Md PLN, soit 2% du PIB. Les économistes s'inquiètent du risque d'augmentation du déficit public qui, sans ces mesures, devrait déjà atteindre 5% du PIB cette année contre 3,7% en 2023 selon la Commission européenne (Voir dossier du mois).

## Les taux restent inchangés, l'inflation sous-jacente enfin en baisse

Lors de sa séance du 9-10 mai, le Conseil de politique monétaire de la Banque centrale (MPC) a décidé de maintenir les taux directeurs à leur niveau de septembre 2022, avec un taux de référence de 6,75%, considérant que la dynamique de l'inflation s'affaiblit, avec le chiffre d'avril (14,0% en g.a selon Eurostat) confirmant la lente décline depuis le plus haut atteint en février (+17,2%). Le MPC constate par ailleurs un ralentissement des ventes de détail et de la production industrielle alors que la situation sur le marché du travail demeure positive. La modération des prix des matières premières et de l'indice à la production (PPI) observée par le MPC en début d'année se confirme avec pour effet escompté l'atténuation de la pression inflationniste « dans les trimestres à venir ». On notera enfin une baisse, légère, de l'indice de l'inflation sous-jacente qui ressort en avril à 11,3% en g.a., soit -0,3 point par rapport au mois de mars.

## Investissements directs étrangers: la Pologne, 8<sup>ème</sup> pays le plus attractif d'Europe en 2022

Selon le rapport du cabinet EY *Europe Attractiveness Survey* paru en mai 2023, en nombre de projets d'investissement étrangers attirés sur son sol, la Pologne arrive au 8<sup>ème</sup> rang en Europe en 2022, derrière l'Italie et devant la Belgique. Au total, la Pologne a accueilli 237 projets soit une hausse de +23%

par rapport à 2021. Ces investissements ont généré la création de 18 483 emplois. Chaque nouvel investissement en Pologne crée en moyenne 148 emplois ce qui place la Pologne parmi les 6 pays d'Europe créant le plus d'emplois par IDE reçu. Selon EY, la Pologne bénéficie de la reconfiguration des chaînes mondiales de valeur et d'approvisionnement justifiant des implantations sur son sol. Cette année encore, la Pologne est le seul pays d'Europe centrale et orientale présent parmi les 10 premiers de ce classement.

### Externalisation des services informatiques : la Pologne leader européen

Selon les rapports « Future of IT 2023 » du cabinet Emerging Europe ainsi que le GBS World Competitiveness Index 2022, la Pologne est la 3<sup>ème</sup> destination la plus prisée dans le monde pour l'externalisation de services informatiques aux entreprises derrière l'Inde et les Philippines. La Pologne se classe meilleure destination mondiale dans la catégorie de l'aide technique (*technical and helpdesk support*) et 3<sup>ème</sup> mondiale pour le développement de logiciels. Riche de près de 500 000 employés, l'écosystème IT polonais a exporté pour 9,8 Mds EUR en 2021 (soit 1,7% du PIB polonais) faisant de la Pologne le premier exportateur de services IT dans la région Europe centrale et orientale.

### Astreinte journalière réduite par la CJUE à 500 000 EUR

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a décidé le 21 avril de réduire de 1 M à 500 000 EUR le montant de l'astreinte journalière que la Pologne doit verser depuis le 3 novembre 2021 au budget de l'UE du fait du non-respect de l'arrêt de la CJUE lui demandant de faire cesser les activités de la chambre disciplinaire des magistrats au sein de la Cour suprême (SN). Le vice-président de la CJUE, saisi d'un recours de Varsovie contre l'astreinte, a considéré que la Pologne avait « abrogé les dispositions conférant à la chambre disciplinaire certaines compétences en ce qui concerne le statut des juges et que cette chambre a été supprimée », soulignant également « que diverses mesures adoptées par la Pologne ont eu pour effet de renforcer les voies de droit ouvertes aux juges ayant fait l'objet de décisions de la chambre disciplinaire », mais estimant toutefois que les mesures adoptées par la Pologne ne sont pas suffisantes pour supprimer totalement l'astreinte. La Cour doit rendre un arrêt sur le fond le 5 juin 2023. Pour rappel, la non-atteinte de jalons du plan de relance (PNRR / KPO) sur l'indépendance du système judiciaire polonais bloque à ce jour le versement des premières tranches du PNRR. Un avis du Tribunal constitutionnel sur une réforme du système judiciaire adoptée par le Parlement début 2023 est espéré pour le 31 mai 2023.

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	15,3	17,2	15,2	14,0
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,0	11,8	11,6	11,3
Taux de chômage (% population active)	2,9	2,8	2,8	n.c.
Taux directeur (% , NBP)	6,75	6,75	6,75	6,75

Source : Eurostat, Banque centrale

# Hongrie

## La Hongrie reste en récession, selon les données du premier trimestre

Au T1 2023, l'économie hongroise a sous-performé de 0,2 % par rapport au T4 2022, selon l'Office central des statistiques (KSH). Cela signifie que le pays est en récession technique depuis trois trimestres, le PIB ayant commencé à se contracter au second semestre 2022. En termes annuels, le PIB s'est contracté de 1,1% entre le T1 2022 et le T1 2023, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables. Le KSH note que l'industrie a été le principal contributeur à la baisse alors que l'agriculture et les services se sont bien comportés. Les activités de santé ont été le principal facteur de croissance des services, à un niveau proche de celui d'avant la pandémie.

## Le secteur automobile reste le moteur de la croissance industrielle

La production industrielle a été inférieure à celle de l'année précédente pour le 3<sup>ème</sup> mois consécutif en mars, chutant de 4,1% (4% après ajustement des jours ouvrables). En glissement mensuel on mesure une légère hausse (0,2%) par rapport à février, en données CVS et des jours ouvrables. Sur le T1 2023, la baisse est de 3,1% en glissement annuel. La production au sein du secteur automobile pèse 26% dans la production et progresse de 23,5% en g.a. Elle chute en revanche de 14% dans le secteur de l'électronique, avec une part de 9% du total. La production dans le segment des produits alimentaires, des boissons et du tabac, qui représentait 12% de la production totale, a diminué de 13,3%.

## Fiscalité : autorisation d'un accord sur l'échange de déclarations pays par pays

L'accord [CbCR](#) entre la Hongrie et les États-Unis sur l'échange de déclarations pays par pays reçoit le feu vert du Premier ministre, qui a invité les ministres compétents à négocier le texte de l'accord. Cette décision constitue une étape importante vers l'introduction d'un impôt minimum mondial (dit [pilier 2 OCDE](#)), auquel la Hongrie avait d'abord opposé son veto lors du Conseil européen de l'été 2022. Après que les États-Unis aient dénoncé la convention de non-double imposition conclu entre les deux pays, la Hongrie avait finalement rejoint le consensus européen sur cet impôt en décembre. La décision du Premier ministre, publiée au Journal officiel, ne fixe pas de date limite pour les ministres, mais l'impôt minimum mondial doit être transposé dans la législation hongroise d'ici 2023 et appliqué aux contribuables concernés à partir de 2024.

## La BERD ne s'attend plus à une récession en Hongrie

La BERD a amélioré ses prévisions de croissance de l'économie hongroise cette année et l'année prochaine dans ses prévisions régionales globales pour 2023. Elle pronostique désormais une croissance de 0,4% en 2023 contre -0,2 % auparavant (la prévision du gouvernement est à +1,5%), ce qui correspond globalement aux attentes des analystes du marché. Elle prévoit une croissance de 3,5 % pour 2024 (+ 1 point de pourcentage) et note que même si les décaissements de l'UE ne commencent que fin de 2023, la croissance de l'économie hongroise sera toujours soutenue par les entrées de capitaux directs étrangers et d'autres investissements de capitaux privés.

## L'inflation ralentit à 24 % en avril

L'indice des prix à la consommation a diminué à 24,0% en glissement annuel en avril, contre 25,2% en mars, selon le KSH. Parmi les augmentations les plus importantes : le prix des produits laitiers a grimpé de 63%, le prix du pain de 62% et les œufs sont 51% plus chers qu'il y a un an. Les prix des combustibles

ont augmenté de 26%, le prix du gaz de réseau ayant augmenté de 59%, le bois de chauffage de 54%, le prix de la bouteille de gaz de 47% et l'électricité de 27%. L'inflation de base - qui exclut l'énergie et les aliments saisonniers - s'est établie à 24,8% en glissement annuel en avril, contre 25,7% en mars. Selon Eurostat, qui déploie une méthodologie différente, les tendances sont similaires, mais l'IPCH aurait été de 24,5% en avril, tandis que l'inflation sous-jacente s'élevait à 17,4%.

### L'excédent commercial atteint 900 M €

La Hongrie a enregistré un excédent commercial de 900 M€ en mars, inversant le déficit de 820 M€ enregistré un an plus tôt. Les exportations atteignent un niveau record, selon les premières estimations du KSH. Leur valeur a augmenté de 16,5% en glissement annuel pour atteindre 14,1 Mds€. Les importations ont augmenté de 2,1% pour atteindre 13,2 Mds€. Sur le T1 2023 le pays enregistre un excédent commercial de 1,067 Mds €, contrastant avec le déficit de 1,298 Mds € du T1 2022. Les exportations ont augmenté de 14,9% pour atteindre 39,1 Mds €, tandis que les importations ont augmenté de 7,6% pour atteindre 38 Mds €. Les données indiquent qu'après une détérioration significative due à la flambée des prix de l'énergie, une amélioration s'est produite avec la baisse des prix du gaz et de l'électricité, tandis que la consommation a diminué au cours des derniers mois.

### La baisse des ventes au détail se poursuit

Les ventes au détail ont baissé de 12,6 % d'une année sur l'autre en mars et de 13,1 % après ajustement des effets du calendrier. Les ventes dans tous les secteurs ont chuté, bien qu'à partir d'une base élevée, alors que les ventes au détail avaient connu une forte expansion au début de l'année 2022, en raison des versements pré-électoraux.

### Baisse du taux de chômage en avril

Le nombre de chômeurs inscrits s'élevait à 235 500 à la fin du mois d'avril, soit une baisse de 2,6 % par rapport à l'année précédente et de 3,4 % par rapport au mois précédent, selon les données de l'Agence nationale pour l'emploi (NFSZ). Le nombre de demandeurs d'emploi n'a jamais été aussi bas au cours du premier trimestre, selon l'agence. Le taux de chômage était de 3,7 % de la population en âge de travailler.

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	25,0	25,8	25,6	24,5
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	15,4	16,6	17,4	17,4
Taux de chômage (% population active)	3,8	3,9	3,9	n.c.
Taux directeur (% , MNB)	13,0	13,0	13,0	13,0

Source : Eurostat, Banque centrale

# République tchèque

## Légère croissance au 1er trimestre, alors que l'inflation poursuit sa baisse

Après la publication, le 2 mai, de l'estimation de la croissance du PIB au T1 2023, plus favorable qu'attendue (+0,1% en glissement trimestriel), la Banque centrale (CNB) a relevé le 3 mai sa prévision de croissance annuelle à +0,5% pour 2023 (contre -0,3% précédemment) et à +3,0% pour 2024 (+2,2% précédemment). Ces prévisions sont proches des prévisions de printemps de la Commission européenne publiées le 15 mai.

Comme attendu, l'inflation poursuit sa baisse depuis le début de l'année, passant de 17,5% en janvier à 12,7% en avril (14,3% pour Eurostat) et devrait passer sous les 10% en milieu d'année selon les prévisionnistes. La Banque centrale prévoit ainsi une inflation de 11,2% en moyenne en 2023 et de 2,1% en 2024 (resp. 11,9% et 3,4% selon les prévisions de printemps de la Commission européenne). Les prix ont même reculé de -0,2% d'un mois sur l'autre, en lien avec la baisse des prix des produits alimentaires. L'inflation sous-jacente, bien que demeurant à un niveau élevé, a elle aussi reculé de 11,5% en g.a en mars à 10,0% en avril (11,4% selon Eurostat).

## Finances publiques : le gouvernement annonce une série de réformes pour rétablir la soutenabilité des comptes publics

Afin de "rétablir la soutenabilité des finances publiques menacées par un déficit structurel supérieur à 2%", le Premier ministre Petr Fiala a présenté une série de mesures de consolidation budgétaire (paquet "Tchéquie en forme"), ainsi que les contours d'une réforme des retraites à venir. Ces mesures, qui entreront progressivement en vigueur en 2024 et 2025, se traduiront par un effort budgétaire annuel total à horizon 2025 de 147,5 Md CZK (6,2 Md EUR, soit environ 2 points de PIB), dont 62 Md CZK dès 2024. Ceci permettra de réduire le déficit public de 3,5% du PIB en 2023 à 1,2% en 2025. Comprenant à la fois des baisses de dépenses (fonctionnement et masse salariale de l'Etat, suppression de subventions aux entreprises) et de nouvelles recettes (hausse de l'impôt sur les sociétés de 19% à 21%, hausse des droits d'accise et de la fiscalité foncière, suppression d'exonérations fiscales, réforme de la TVA), les mesures s'efforcent de limiter l'impact sur les ménages vulnérables. La réforme des retraites, dont les paramètres seront discutés ultérieurement avec les partenaires sociaux, prévoit un durcissement des conditions de départs anticipés, une révision des règles d'indexation des pensions et la prise en compte de l'espérance de vie pour la détermination de l'âge de départ, couplée à des incitations pour le travail des seniors et pour stimuler l'épargne retraite volontaire.

## Industrie : la production automobile tchèque en hausse de 42% sur un an (mars)

La production automobile est en hausse de 42% (en g.a.) en mars et de plus de 10% par rapport à février selon l'office statistique tchèque, dans le contexte de l'amélioration des livraisons des pièces et semi-conducteurs. A l'inverse, la plupart des autres segments de l'industrie sont en recul, tels que la construction (-6% en g.a.), l'agro-alimentaire (-8%), la chimie (-15%) et la production d'acier (-16,8%). Au total, la production industrielle est en hausse de 2,2% au mois de mars sur un an et de 1,7% sur un mois.

## Secteur bancaire : augmentation de la part des prêts en euros accordés aux entreprises

Selon la Banque centrale tchèque (CNB), la part des prêts en EUR accordés par les banques tchèques aux entreprises est passée de 33,9% du total des nouveaux prêts au T1 2022 à 52,4% au T1 2023, en

raison de l'attractivité renforcée des prêts en EUR vis-à-vis de ceux en CZK du fait du différentiel de taux d'intérêt directeur fixés par la BCE (3,75%) et la CNB (7%).

Cette évolution s'inscrit dans une baisse significative de la production de nouveaux prêts bancaires aux entreprises, dont le volume est en baisse de 40% par rapport au T1 2022, à 125 Md CZK (5,3 Md EUR) au T1 2023.

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	16,8	18,4	16,5	14,3
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	13,3	13,3	12,8	11,4
Taux de chômage (% population active)	2,3	2,4	2,6	n.c.
Taux directeur (% , CNB)	7,0	7,0	7,0	7,0

Source : Eurostat, Banque centrale

## Slovaquie

### Un nouveau gouvernement « d'experts » a été nommé par la présidente de la République

Après le vote de la motion de censure contre le gouvernement en décembre dernier et de nouvelles turbulences politiques début mai, la présidente de la République a nommé le 15 mai un gouvernement intérimaire composé d'experts. Elle a désigné comme Premier ministre M. Ludovit Odor, jusqu'à présent Vice-gouverneur de la Banque centrale. M. Odor est un économiste slovaque reconnu et co-auteur de plusieurs réformes d'envergure : introduction de la *flat tax* et du deuxième pilier de retraite, lancement de la revue des dépenses publiques, rédaction de la loi constitutionnelle sur la responsabilité budgétaire, introduction de l'euro. M. Odor s'est fixé trois priorités à court terme : assurer le fonctionnement régulier et correct de l'Etat, rédiger une loi de finances 2024 « responsable », et mener une politique étrangère proeuropéenne. M. Michal Horvath, économiste en chef de la Banque centrale, devient son ministre des Finances. Comme M. Odor, il était vice-président du Conseil de responsabilité budgétaire dont l'objectif est de promouvoir des finances publiques saines et soutenables.

### Le Programme de stabilité montre la dégradation des finances publiques

Fin avril, les autorités slovaques ont envoyé à Bruxelles le Programme de stabilité (PStab) et le Programme national des réformes. Le PStab met en exergue la bonne performance des finances publiques en 2022 (déficit public à 2% du PIB, en baisse de 3,4 points en g.a.) du fait de l'inflation qui a augmenté les recettes fiscales.

Néanmoins, une dégradation progressive des finances publiques est annoncée dès cette année. Selon le PStab, à politiques inchangées, les déficits publics devraient atteindre -6,3% en 2023, -4,7% en 2024, -5,2% en 2025 et -4,9% en 2026. Après un plus faible déficit structurel historique atteint en 2022 (-0,8% du PIB), le déficit structurel 2023 devrait atteindre 4,3%.

En effet, les finances publiques devraient être négativement impactées par les mesures de soutien aux ménages et aux entreprises pour contrer l'augmentation des prix de l'énergie (impact négatif net de 1,7%), par les mesures sociales familiales à hauteur de 1% du PIB (repas gratuits dans les cantines scolaires, allocations familiales, bonus fiscaux par enfant etc.), par les hausses des salaires dans le secteur de la santé, et aussi par la baisse de la TVA dans la restauration et le tourisme, etc.

Le ministère des Finances, conscient de la mauvaise trajectoire des finances publiques ainsi que des indicateurs de soutenabilité à moyen et à long terme (situés dans les zones à risque élevé), affiche des objectifs nominaux particulièrement ambitieux avec un déficit prévu à 3,9% en 2024, puis 3,2% en 2025 et 2,2% en 2026. Pour autant, le ministère n'évoque aucune mesure de consolidation car il reconnaît que « la discussion sur les mesures de consolidation demeure, dans le contexte de la situation politique actuelle, dans les mains du prochain gouvernement ». Les élections législatives anticipées se dérouleront le 30 septembre prochain.

## Bonne performance de la production industrielle en mars

Après cinq mois de stagnation, l'industrie slovaque a progressé de 2,5% en g.a. Malgré cette croissance, la production industrielle reste inférieure à la production atteinte en mars 2019 et mars 2021. L'impact positif le plus important provient de l'industrie automobile (+15,6%) et de l'industrie métallurgique (+4,9%). A l'inverse, quatre secteurs industriels ont connu une chute à deux chiffres : la production d'ordinateurs et d'appareils électriques (-24,8%), la fabrication de produits chimiques (-16,1%), la fabrication de produits en papier et de bois (-12,8%) et la production agroalimentaire, de boissons et de tabac (-10,5%). Globalement, au T1 2023 la production industrielle s'est contractée de 3,5% en g.a.

## Consommation des fonds européens : du mieux

Selon le ministère des Finances, au 30 avril 2023, la Slovaquie a consommé 10,1 Md € de son allocation de 14,5 Md € pour la période 2014-2020, soit une consommation de 69,6 %. La consommation du plus important programme opérationnel, « infrastructure intégrée » (6 Md €) s'élève à 67,5 %. Le programme opérationnel « ressources humaines » (3 Md €) connaît la meilleure consommation (82,8 %) tandis que le « programme opérationnel intégré régional » (1,9 Md €) connaît la consommation la plus basse (57,5 %). Les fonds de la période 2014-2020 doivent être consommés au plus tard cette année.

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	15,0	15,4	14,8	14,0
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	9,8	11,9	11,7	11,4
Taux de chômage (% population active)	6,1	6,0	6,0	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,0	3,5	3,75

Source : Eurostat, Banque centrale

## Estonie

### Révision du PNRR estonien validée par la Commission Européenne

L'Estonie a présenté un projet de PNRR mis à jour, validé par la Commission Européenne mi-mai 2023. Ce nouveau projet « fusionne » le PNRR initial (863M EUR), REPowerEU (83,3M EUR) et la réserve d'ajustement du Brexit (6,6M EUR), pour un montant total de 953M EUR. La nouvelle affectation des fonds prévoit 59% d'investissements pour les projets verts – aux dépens des projets sociaux, notamment suite à l'abandon du projet de nouvel hôpital à Tallinn.

Plus d'informations sur ce PNRR : [NextGenerationEU \(europa.eu\)](https://nextgenerationeu.europa.eu).

### Les organisations syndicales proches d'un accord sur le salaire minimum

La coalition gouvernementale a fixé des objectifs concrets de hausse du salaire minimum dans l'accord de coalition, souhaitant qu'il corresponde à 60% du salaire médian d'ici 2027. Néanmoins, la négociation du salaire minimum échoie principalement aux organisations syndicales. Celles-ci ont des discussions « constructives » mais souhaitent plutôt suivre l'objectif européen d'avoir un salaire minimum correspondant à 50% du salaire moyen. Aujourd'hui, le salaire minimum correspond à 39% du salaire moyen – ce qui suppose une hausse de 2% pour les 4 prochaines années. Les discussions portent désormais principalement sur la linéarité de la progression.

### La montée de l'Euribor fragilise les municipalités estoniennes

Du fait de la hausse de l'Euribor, plusieurs municipalités estoniennes se retrouvent dans une situation financière précaire. La ville de Tallinn estime que la hausse de l'Euribor augmentera ses dépenses de 2,5M EUR par rapport à 2022 – mais la ville devrait pouvoir financer cette hausse sur les fonds de réserve municipaux. Ce n'est pas le cas de la majorité des municipalités : la ville de Tartu envisage un nouveau prêt pour financer cette hausse (multiplication par 7 du volume emprunté, de 0,7M EUR à 4,8M EUR), la ville de Lääneranna a déjà contracté un nouveau prêt (le 7<sup>ème</sup>).

### Les recettes fiscales de l'Estonie au T1 en hausse de 10,6%

Fin mars, un total de 2,9 Mds EUR avaient été versés à l'Office estonien des impôts et des douanes depuis le début de l'année, soit une augmentation de 10,6% par rapport à la même période l'année dernière. Les recettes fiscales du mois de mars s'élèvent à 866 M EUR. La croissance de la masse salariale nationale totale, qui affecte les impôts sur le travail, a été de 13,1% en glissement annuel au premier trimestre. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du salaire moyen, qui a augmenté de 11,7%, tandis que le nombre d'emplois a augmenté de 1,3%. Parmi les secteurs, l'hébergement et la restauration ont mené la croissance de la masse salariale avec une augmentation de 26,2%

### Le nombre d'employés dans les startups estoniennes approche près de 10 000

Les startups estoniennes employaient 9 970 personnes au 31 mars, soit environ le même nombre que fin 2022, mais 9% de plus qu'au T1 2022. Les plus gros employeurs parmi les startups étaient Wise avec 1 890 employés, Bolt avec 1 285, Swappie avec 443, Veriff avec 343 et Monese avec 249. 59% du nombre total de personnes employées dans le secteur des startups à la fin du premier trimestre étaient employées par le Top 20 des startups, a déclaré Startup Estonia dans un communiqué de presse jeudi. Un tiers de la main-d'œuvre du secteur estonien des startups est employé dans des *Fintech* (3 010 personnes). Le nombre d'emplois dans le secteur a augmenté de 26% par rapport au T1 2022

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	17,5	17,8	15,6	13,2
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,5	12,7	12,4	10,8
Taux de chômage (% population active)	5,3	5,3	5,4	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,0	3,5	3,75

Source : Eurostat, Banque centrale

## Lettonie

### Le FMI réduit les prévisions de croissance du PIB de la Lettonie pour cette année

Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la baisse les prévisions de croissance économique de la Lettonie pour cette année. Dans ses dernières *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI prévoit que le PIB de la Lettonie augmentera de 0,4 % cette année et de 2,9 % en 2024. Dans ses prévisions précédentes, publiées en octobre 2022, le FMI prévoyait une croissance de l'économie lettone de 1,6% cette année. Selon les dernières prévisions, l'inflation en Lettonie devrait atteindre 9,7% cette année et tomber à 3,5% en 2024. Le taux de chômage devrait atteindre 7 % en 2023 et 6,8 % en 2024. La Lettonie devrait également enregistrer un déficit de 3,1 % de la balance courante cette année. En 2024, le déficit du compte courant devrait se réduire à 2,2 % du PIB.

### Les prêts non bancaires à la consommation rattrapent le secteur bancaire en 2021

Le montant total des prêts à la consommation émis par les prêteurs non bancaires (tels PayPal, etc.) en 2021, selon les dernières informations disponibles, dépassait 350 M EUR, tandis que le montant des prêts personnels émis par les banques (à l'exclusion des prêts par carte de crédit) s'élevait à 365 M EUR cette même année. La contribution des prêteurs non bancaires au budget de l'État en 2022 s'élevait à près de 27 M EUR et le secteur emploie actuellement plus de 1 300 personnes

### Production industrielle en baisse de 5,9% au T1 2023 vs. T1 2022

Par rapport à mars 2022, la production industrielle a diminué de 6,3% en mars 2023 (données corrigées du calendrier, à prix constants) selon les données du Bureau central des statistiques de Lettonie. Un ralentissement de la production a été enregistré dans l'industrie manufacturière (-6,2%) et les industries extractives (-28,5%). La production a diminué dans les deux secteurs ayant la plus grande part dans l'industrie manufacturière : la production de produits en bois à l'exception des meubles (-19,3%) et la fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et du matériel (-5,9%).

### Les pensions mensuelles ont augmenté en moyenne de 57 euros l'année dernière

En 2022, les pensions mensuelles étaient supérieures de 57 euros à celles de 2021 et atteignaient en moyenne 450 euros. En 2021, les dépenses totales consacrées aux pensions et prestations ont augmenté de 229 M EUR par rapport à 2020 (dont 159 M EUR pour les pensions). En 2022, le nombre de bénéficiaires de pensions a diminué de 0,4%, mais le montant moyen de la pension mensuelle versée a augmenté de 14,6%.

## Bilan des banques lettones à fin mars 2023

Au 31 mars 2023, le total des actifs des institutions financières monétaires s'élevait à 25,955 Mds EUR, soit 5,4% ou 1,318 Md EUR de plus qu'à fin mars 2022. Fin mars 2023, le solde des prêts accordés aux résidents par les institutions financières monétaires lettones s'élevait à 13,261 Mds EUR (+6,3% en g.a.). Sur ce total, 13,182 Mds EUR ont été émis sous forme de prêts en euros (+6,7%) tandis que les prêts émis en autres devises n'ont représenté que 78,5 M EUR (-34,8%). Fin mars, le solde des dépôts s'élevait à 18,026 Mds EUR (+8,1%) dont en euros 16,735 Mds EUR (+7,8%) et en autres devises 1,29 Md EUR (+12,7%).

	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	20,7	20,1	17,2	15
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	10,7	11,1	10,7	10,2
Taux de chômage (% population active)	6,8	6,7	6,5	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,0	3,5	3,75

Source : Eurostat, Banque centrale

## Lituanie

### L'économie lituanienne en récession technique

La Lituanie a connu une récession technique, à l'issue de deux trimestres consécutifs de croissance négative de son PIB réel. D'après l'Agence lituanienne des données publiques, l'économie s'est contractée de 0,5% au T4 2022, puis de 3% au T1 2023, en glissement trimestriel. Concernant l'évolution en glissement annuel, le PIB au T1 2023 s'est contracté de 3,6%. Ce ralentissement s'explique par un fléchissement de la production industrielle, des ventes au détail et du secteur des transports, ainsi que par l'essoufflement du marché de l'immobilier-logement. Au T1 2023, la production industrielle lituanienne a baissé de 14,2%, en g.a., plombée par les coûts énergétiques et un recul de commandes. Selon les prévisions du FMI de mi-avril, la Lituanie devrait plonger en récession de 0,3% en 2023.

### Les ventes au détail en Lituanie ont diminué plus que la moyenne de l'UE

Selon les données d'Eurostat, en mars 2023, les ventes au détail en Lituanie ont chuté de 4,7% en Lituanie, en glissement annuel, contre une baisse de 4,1% en moyenne de l'UE.

### L'inflation a commencé à décroître mais demeure toujours élevée

Après avoir atteint son pic à l'automne 2022, l'inflation continue de baisser pour le 7<sup>ème</sup> mois consécutif, grâce notamment à la chute des prix de l'énergie. En avril 2023, l'inflation annuelle (13,3%) demeure toutefois nettement plus élevée que la moyenne de la zone euro (7%). Cela s'explique notamment par les prix toujours élevés de l'alimentation (+21,2%, en glissement annuel).

### Le salaire minimum sera revalorisé de 10 % au 1er janvier 2024

Le Conseil tripartite chargé d'examiner la possibilité d'une augmentation du salaire minimum (MMA) a approuvé, début mai 2023, une hausse du MMA de 10% à compter du 1er janvier 2024. De cette façon, le MMA va passer de 840 actuellement à 924€ l'année prochaine. Cette mesure législative concerne environ 26 000 salariés. Parallèlement, le Conseil tripartite propose de revaloriser de 20% le taux de revenu exonéré d'impôt qui s'établit à 625 euros à l'heure actuelle. La décision sur le taux d'exonération sera prise à l'automne 2023 dans le cadre de l'examen du projet de budget de l'Etat pour 2024.

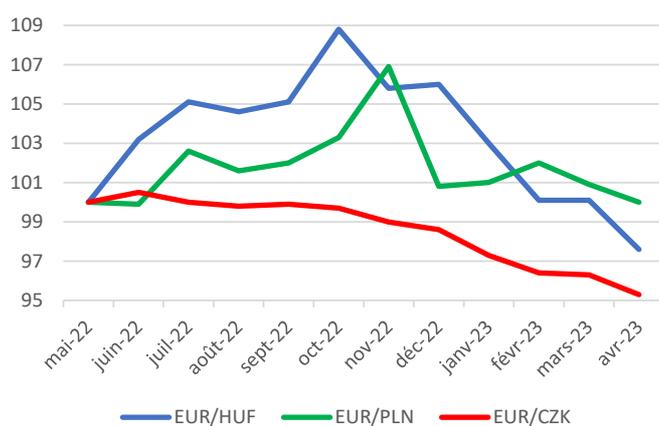
	Décembre 2022	Février 2023	Mars 2023	Avril 2023
Inflation (% , g.a.)	20,0	17,2	15,2	13,3
Inflation sous-jacente (% , g.a.)	12,6	12,1	12,1	11,7
Taux de chômage (% population active)	6,1	6,5	6,4	n.c.
Taux directeur (% , BCE)	2,5	3,0	3,5	3,75

Source : Eurostat, Banque centrale

## Indicateurs financiers

Evolution de l'EURO versus les devises de la zone

Mai 2022 = indice 100



	Clôture au 17/05/2023	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2022 (%)
EUR/PLN*	4,51	-2,63	-3,71
EUR/HUF*	371,25	-0,12	-7,39
EUR/CZK*	23,63	1,23	-2,01
EUR/USD*	1,08	-1,38	1,53
WIG20	1933	3,83	7,87
BUX	45859	4,64	4,72
PX	1340	-5,37	11,52
Euro Stoxx 50	4323	-1,02	13,96
Spread PL-10**	361	-12	-67
Spread HU-10**	549	-92	-104
Spread CZ-10**	213	-26	-32

\* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

\*\* en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
PIB nominal (M EUR)							
2021	576 382,6	154 120,1	238 249,5	100 323,5	31 444,9	33 616,5	56 153,5
2022	656 905,5	170 246,8 (p)	276 605,9	109 651,9	36 181,4	39 062,5	66 791,1
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)							
2021	6,9	7,2	3,6	4,9	8,0	4,3	6,0
2022	5,1	4,6 (p)	2,5	1,7	-1,3	2,8	1,9
Population (milliers)							
2021	38 162,00	9 709,89 (p)	10 697,31	5 440,66	1 330,07	1 883,01	2 808,38
2022	37 827,00 (r)	9 683,47 (p)	10 690,40	5 500,56	1 331,80	1 886,23	2 833,00
Solde public (% PIB)							
2021	-1,8	-7,1	-5,1	-5,4	-2,4	-7,1	-1,2
2022	-3,7	-6,2	-3,6	-2,0	-0,9	-4,4	-0,6
Dettes publiques brutes (% PIB)							
2021	53,6	76,6	42,0	61,0	17,6	43,7	43,7
2022	49,1	73,3	44,1	57,8	18,4	40,8	38,4
Solde du compte courant (% PIB)							
2021	-1,4	-3,9	-2,8	-2,5	-1,8	-4,2	1,1
2022	-3,0	-8,2	-6,1	-8,3	-2,2	-6,4	-5,1

Source : Eurostat,

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

## Dossier du mois : les perspectives s'améliorent mais les défis persistent (Prévisions économiques de la Commission européenne)

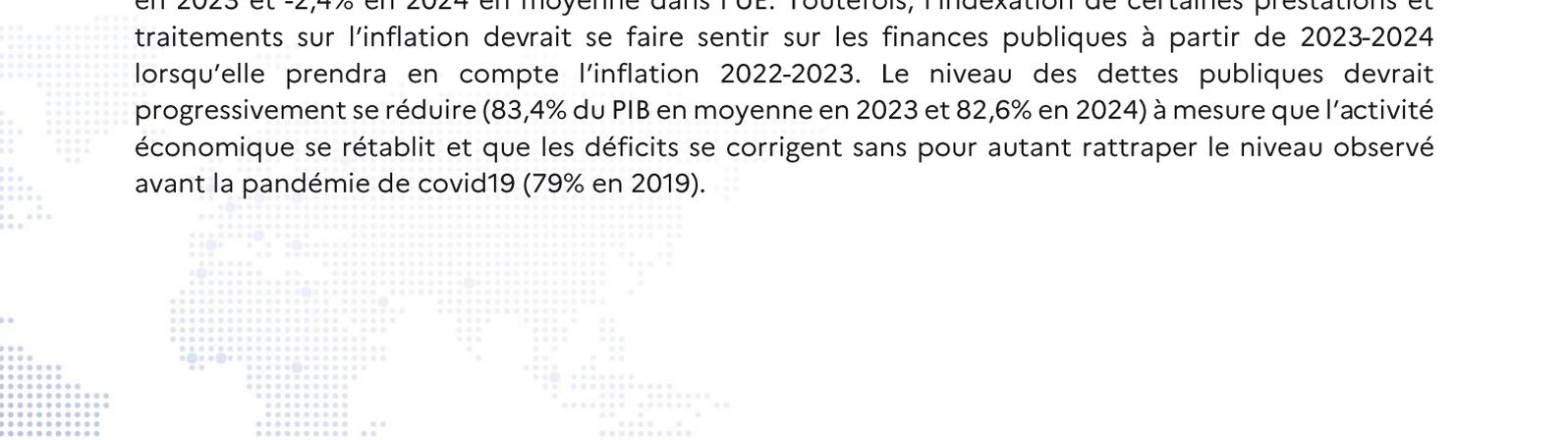
### Pour l'ensemble de l'Union européenne, la Commission révisé à la hausse ses prévisions de croissance...et d'inflation

La Commission européenne a présenté le 15 mai 2023 ses dernières prévisions économiques pour l'Union européenne. Par rapport à ses précédentes prévisions de novembre 2022, la Commission estime que la croissance en 2023 devrait être légèrement plus forte, mais l'inflation devrait, elle aussi, se maintenir à un niveau plus haut que prévu initialement. Selon la Commission, l'UE est parvenue à limiter les répercussions de la forte inflation énergétique observée en 2021-2022 grâce à la diversification des sources d'approvisionnement et à la réduction de la demande. Après une légère contraction de l'activité économique fin 2022 (-0,1% au T4 2022 en glissement trimestriel), et un léger rebond observé au premier trimestre de cette année (+0,3 au T1 2023 en glissement trimestriel), la Commission estime que l'UE est parvenue à éviter la récession cet hiver. Partant, la Commission a légèrement réhaussé sa prévision de croissance pour l'UE à 1,0% en 2023 (contre 0,8% estimé fin 2022) et à 1,7% en 2024 (contre 1,6%).

Du côté de l'inflation, le pic semble avoir été atteint au début de 2023 (11% relevé en moyenne européenne au T4 2022) et la Commission estime que l'inflation globale ne devrait pas décroître aussi rapidement qu'escompté. Elle prévoit à présent une inflation annuelle de 6,7% en 2023 et 6,4% en 2024 contre 6,4% et 2,8% projeté à l'hiver dernier. Elle justifie ce revers par une inflation sous-jacente (hors prix alimentaires et énergétiques) toujours élevée, estimée à 6,9% en 2023 et 3,6% en 2024.

S'agissant de l'emploi, l'Union européenne continue de connaître une situation favorable. La Commission anticipe que le taux de chômage moyen dans l'UE s'élèvera à 6,2% en 2023 (-0,3 points de pourcentage par rapport l'estimation de 2022) et à 6,1% en 2024 (-0,3 pp). En revanche, du fait de la hausse des taux d'intérêt, l'investissement privé devrait se contracter. La Commission prévoit une croissance de l'investissement de 0,9% en 2023 (4% en 2022). L'investissement public devrait notamment s'appuyer la mise en œuvre des Plan Nationaux de Relance et de Résilience soutenus par les fonds européens de la Facilité pour la Relance et la Résilience.

La levée progressive de mesures anti-inflation devrait permettre de réduire les déficits publics à -3,1% en 2023 et -2,4% en 2024 en moyenne dans l'UE. Toutefois, l'indexation de certaines prestations et traitements sur l'inflation devrait se faire sentir sur les finances publiques à partir de 2023-2024 lorsqu'elle prendra en compte l'inflation 2022-2023. Le niveau des dettes publiques devrait progressivement se réduire (83,4% du PIB en moyenne en 2023 et 82,6% en 2024) à mesure que l'activité économique se rétablit et que les déficits se corrigent sans pour autant rattraper le niveau observé avant la pandémie de covid19 (79% en 2019).



Dans ce cadre, les pays d'Europe centrale et balte semblent encore marqués par le contrecoup de 2022. La croissance des pays de la zone devrait être relativement plus faible (0,7%) que la moyenne européenne (1,0%) en 2023. L'inflation devrait être plus marquée dans la région (11,2% en moyenne attendue en 2023) que la moyenne européenne (6,7%). Les pays du groupe de Visegrad devraient connaître en 2023 une inflation à deux chiffres tandis que les pays baltes en seraient très proches. Ces derniers connaissent des taux de chômage proches de la moyenne européenne (6,2% attendu en 2023). La Tchéquie, la Pologne, la Hongrie et dans une moindre mesure la Slovaquie, devraient maintenir leurs taux de chômage parmi les plus bas de l'UE, proches de 3%. Enfin, tous les pays d'Europe centrale et balte devraient connaître des déficits publics en 2023 mais dont l'ampleur varie selon le pays retenu, allant de -1,7% en Lituanie à -5% en Pologne.

## Pays du groupe de Visegrad : modeste croissance et forte inflation en perspective

Malgré la guerre en Ukraine, la **Pologne** a connu la plus forte croissance (5,1%) de la région en 2022. Cette performance ne devrait toutefois pas se renouveler en 2023. La Commission européenne anticipe une croissance de 0,7% en 2023, avant qu'elle ne se renforce à 2,7% en 2024. Le resserrement des conditions de financement, l'affaiblissement de la demande étrangère et l'incertitude toujours forte devraient entraver l'activité économique en Pologne. S'agissant de l'inflation, le niveau général des prix connaît en Pologne deux tendances divergentes. D'un côté, l'affaiblissement de la demande intérieure et la baisse du prix des biens de consommation devraient exercer une pression à la baisse ; de l'autre, la hausse du coût du travail portée par une situation de plein emploi (3,3% de chômage attendu en 2023 et 3,2% en 2024) maintiendrait finalement l'inflation à un niveau toujours élevé en 2023 (11,7% attendu). Enfin, le coût du bouclier tarifaire, les conséquences négatives de la réforme de l'impôt sur le revenu, les importantes dépenses militaires annoncées ainsi que les dispositifs de soutien aux réfugiés ukrainiens devraient alimenter un déficit public estimé à 5% du PIB en 2023 avant qu'il ne se résorbe légèrement à 3,7% en 2024.

Si la croissance **hongroise** a atteint 4,6% en 2022, ce chiffre traduit mal la contraction de l'activité économique observée à la fin de l'année écoulée. La croissance trimestrielle a ainsi chuté de 7,9% en glissement annuel au T1 à seulement 0,9% au T4 2022 du fait de la forte inflation (25% en décembre 2022), de la baisse de la demande étrangère et de la hausse des taux d'intérêt. Partant, la Commission européenne estime que la croissance en Hongrie ne devrait atteindre que 0,5% en 2023 entravée par la contraction de la demande intérieure et de l'investissement. La baisse progressive des prix ne devrait stimuler la consommation privée qu'à partir du second semestre 2023 et permettre une croissance plus soutenue (2,8%) en 2024. Estimée à 16,4%, l'inflation hongroise devrait être la plus forte de la région Europe centrale et balte en 2023 avant de chuter à 4,0% en 2024 en raison des effets de base. Bien qu'encore élevé, le déficit public attendu à 4,0% du PIB en 2023 devrait se résorber de 2,2 points de pourcentage par rapport à 2022 sous l'effet des recettes fiscales plus importantes apportées par de nouvelles taxes sectorielles décidées au cours de l'année 2022. Le déficit devrait néanmoins se creuser à nouveau à 4,4% en 2024 du fait des mesures anti-inflation énergétiques et des aides aux entreprises encore en vigueur en 2023.

En 2022, l'économie **tchèque** est parvenue à maintenir une croissance de 2,5% grâce à l'investissement et la hausse des stocks. Selon la Commission européenne, la Tchéquie ne devrait enregistrer qu'une très faible croissance de 0,2% en 2023. La chute du revenu réel disponible des ménages ainsi que le resserrement des conditions de financement devraient contracter la consommation privée tchèque au moins en début d'année (le pays devrait connaître une récession technique aux deux premiers trimestres de 2023). La reprise de la consommation intérieure et de la demande extérieure devrait en revanche porter la croissance à 2,6% en 2024. L'inflation demeurait forte en 2023 (12%), avant de chuter à 3,4% en 2024 du fait du retrait planifié fin 2023, du plafonnement des prix de l'énergie et d'importants effets de base. Malgré le ralentissement de l'activité, le taux de chômage tchèque devrait rester le plus faible de l'UE à 2,8% en 2023 (+0,6pp) puis à 2,6% en 2024. A cet égard, la Commission s'attend à ce que le manque de travailleurs qualifiés continue d'affecter les entreprises en Tchéquie. Enfin, le déficit public devrait se maintenir au même niveau qu'en 2022 soit à 3,6% du PIB avant de se réduire à 3,0% en 2024 avec la levée progressive des dispositifs anti-inflation.

Alors que la **Slovaquie** a connu la croissance la plus modeste parmi les pays du groupe de Visegrad en 2022, elle devrait enregistrer en 2023 la croissance la plus élevée (1,7%) du groupe à la faveur d'une hausse des investissements. La croissance devrait ensuite atteindre 2,1% en 2024 à mesure que s'apaisent les tensions sur les chaînes de valeur qui handicapent les exportations slovaques, poumon de l'économie locale. Le gouvernement slovaque était intervenu en 2022 pour bloquer les prix de l'énergie ce qui a contenu l'inflation (12,1% en 2022) à un niveau plus faible que chez ses voisins d'Europe centrale. Le retrait progressif de ces dispositifs, le niveau élevé des prix alimentaires et des services devraient toutefois maintenir l'inflation globale à un niveau proche de 11% en 2023 et de 6% en 2024. Le coût des mesures anti-inflation devrait se faire sentir sur les finances publiques slovaques avec une hausse du déficit estimée à -6,1% du PIB (+4,1pp) en 2023 avant de se résorber à -4,8% en 2024. Alors que les entreprises font toujours face à des difficultés à l'embauche, le taux de chômage slovaque, le plus élevé parmi le groupe de Visegrad, devrait légèrement se réduire à 5,7% en 2023 puis 5,5% en 2024 principalement du fait du vieillissement de la population.

## Pays baltes : des perspectives divergentes

A l'échelle de la région, l'économie **estonienne** a le plus souffert du contexte international adverse, enregistrant une récession de -1,4% en 2022. La Commission européenne anticipe que le PIB estonien devrait encore décroître de -0,5% en 2023 du fait de la faible consommation intérieure, tandis que l'investissement privé souffre encore de la dégradation des conditions de financement. Les exportations estoniennes devraient rester handicapées par le ralentissement de la demande chez ses principaux partenaires commerciaux. La croissance devrait néanmoins revenir vers la fin 2023 et atteindre 3,1% en 2024 lorsque la baisse de l'inflation et la hausse des salaires produiront une hausse du revenu réel disponible. Après avoir connu le taux moyen d'inflation le plus élevé de l'UE en 2022 (19,4%), l'inflation en Estonie devrait se résorber en 2023 à 9,2% avant de chuter à 2,8% en 2024. La contraction de l'activité économique devrait également se traduire par une légère hausse du taux de chômage à 6,2% (+0,6pp) en 2023. Partant, cette deuxième année de récession devrait accroître le déficit public à -3,1% (+2,2pp) en 2023 avant de se résorber légèrement à -2,7% en 2024.

Contrairement aux précédentes estimations de la Commission européenne, la **Lettonie** a réalisé en 2022 la meilleure performance de la région balte enregistrant une croissance de 2,8% soutenue par le maintien de la consommation privée. Partant, la Commission a réhaussé sa prévision de croissance pour 2023 de 0,1% à 1,4%. La croissance lettone demeure néanmoins handicapée par l'inflation (17,2% en 2022) et par les retards accumulés dans les projets d'investissement public. La croissance devrait être plus forte à partir du deuxième semestre 2023 à mesure que les aides contre l'inflation ainsi que les décisions d'investissement produisent leur effet sur l'économie. Cette dynamique positive devrait alors se poursuivre en 2024 avec une croissance attendue de 2,8%. L'inflation lettone devrait prendre plus de temps qu'anticipé pour se réduire et atteindre 9,3% en 2023 avant de se résorber à 1,7% en 2024. Le taux de chômage devrait rester à un niveau sensiblement proche soit 6,8% (-0,1 pp) avant de se réduire à 6,5% en 2024. La baisse progressive de l'inflation et l'accélération de la croissance devraient profiter aux finances publiques lettones. Le déficit public devrait se résorber à -3,8% du PIB en 2023 (-0,6pp) puis à -2,7% en 2024.

Selon la Commission européenne, la **Lituanie** devrait connaître en 2023 une légère croissance de 0,5%, toujours entravée par l'inflation persistante (18,9% en 2022) qui pèse sur la consommation. En 2024, la croissance devrait atteindre un rythme plus soutenu (2,7%), portée par les mesures de soutien aux consommateurs et les dépenses d'investissement stimulées par le décaissement des fonds de la Facilité pour la Relance et la Résilience. L'inflation (HIPC) devrait se réduire à 9,2% en 2023 du fait de la baisse des prix de l'énergie et des intrants avant de tomber à 1,7% en 2024. Les dépenses anti-inflation décidées en 2022 associées aux investissements publics et à la baisse des rentrées fiscales devraient accroître le déficit public à 1,7% du PIB (+1,1 pp) en 2023 (soit le niveau le plus faible de la région), avant de se réduire à 1,4% en 2024.



Annexe. Prévisions économiques de la Commission européenne de printemps 2023.

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie
<b>PIB (variation annuelle)</b>							
<b>2022</b>	5,1	4,6	2,5	1,7	-1,3	2,8	1,9
<b>2023</b>	0,7	0,5	0,2	1,7	-0,4	1,4	0,5
Prév. d'hiver 2022	0,4	0,6	0,9	1,5	0,1	0,1	0,3
<b>2024</b>	2,7	2,8	2,6	2,1	3,1	2,8	2,7
Prév. d'hiver 2022	2,5	2,6	1,9	2,0	2,8	2,7	2,5
<b>Inflation (HICP, variation annuelle)</b>							
<b>2022</b>	13,2	15,3	14,8	12,1	19,4	17,2	18,9
<b>2023</b>	11,7	16,4	11,9	10,9	9,2	9,3	9,2
Prév. d'hiver 2022	11,7	16,4	9,3	9,7	6,2	7,9	8,7
<b>2024</b>	6,0	4,0	3,4	5,7	2,8	1,7	2,2
Prév. d'hiver 2022	4,4	4,0	3,5	5,3	2,2	1,5	2,1
<b>Chômage (% population active)</b>							
<b>2022</b>	2,9	3,6	2,2	6,1	5,6	6,9	6,0
<b>2023</b>	3,3	4,2	2,8	5,8	6,2	6,8	6,6
Prév. d'automne 2022	3,0	4,2	3,3	6,4	6,6	8,1	7,1
<b>2024</b>	3,2	4,0	2,6	5,4	6,1	6,5	6,5
Prév. d'automne 2022	3,1	4,2	3,6	6,4	6,2	7,9	7,0
<b>Solde public (% PIB)</b>							
<b>2022</b>	-3,7	-6,2	-3,6	-2,0	-0,9	-4,4	-0,6
<b>2023</b>	-5,0	-4,0	-3,6	-6,1	-3,1	-3,8	-1,7
Prév. d'automne 2022	-5,5	-4,4	-4,1	-5,8	-3,7	-3,4	-4,4
<b>2024</b>	-3,7	-4,4	-3,0	-4,8	-2,7	-2,7	-1,4
Prév. d'automne 2022	-5,2	-5,2	-3,0	-4,7	-3,3	-1,3	-1,8
<b>Dettes publiques brutes (% PIB)</b>							
<b>2022</b>	49,1	73,3	44,1	57,8	18,4	40,8	38,4
<b>2023</b>	50,5	70,7	42,9	58,3	19,5	39,7	37,1
Prév. d'automne 2022	52,9	75,2	44,2	57,4	19,3	44,0	41,0
<b>2024</b>	53	71,1	43,1	58,7	21,3	40,5	36,6
Prév. d'automne 2022	54,2	75,1	44,5	57,4	21,9	43,6	39,9
<b>Solde courant (% PIB)</b>							
<b>2022</b>	-3,2	-8,3	-5,4	-7,8	-1,3	-6,1	-5,3
<b>2023</b>	-1,0	-3,5	-2,5	-6,7	-0,3	-3,4	-1,1
Prév. d'automne 2022	-2,5	-6,3	-6,9	-5,6	0,7	-6,8	-2,8
<b>2024</b>	0,5	-2,8	-0,7	-5,3	0,1	-2,7	-0,1
Prév. d'automne 2022	-1,6	-4,3	-5,9	-5,3	1,1	-4,0	-2,6

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)